

LE FONDS SOCIAL EUROPEEN ETAT EN ILE-DE-FRANCE 2014-2020

Le Fonds Social Européen (FSE) est l'un des 51 fonds structurels de la politique européenne de cohésion économique, sociale et territoriale, dont les objectifs visent à réduire les écarts de développement existants entre les 274 régions de l'Union Européenne et à promouvoir une croissance durable, intelligente et inclusive, conformément aux objectifs de la Stratégie Europe 2020.

Créé en 1957 par le traité de Rome, le FSE est le principal levier financier de l'UE pour la promotion de l'emploi, prioritairement en direction des groupes les moins qualifiés et les plus exposés au chômage et à l'exclusion.

LE FSE EN FRANCE



lutte contre la pauvreté ;
accès à l'emploi ;
formation des travailleurs

formation professionnelle ;
apprentissage ;
orientation



Contacts

Volet régional des programmes nationaux FSE et IEJ

Autorité de gestion déléguée :

Département du FSE de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) d'Ile-de-France

21, rue Madeleine-Vionnet
93300 Aubervilliers

01 70 96 13 00

idf.departement-fse@direccte.gouv.fr

Pour en savoir plus

<http://www.europeidf.fr/>

<http://idf.direccte.gouv.fr/Fonds-social-europeen>

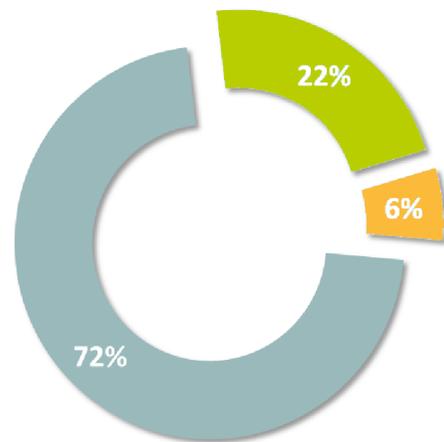
REPARTITION DES CREDITS FSE ET IEJ gérés par l'Etat en Ile-de-France

PAR AXE D'INTERVENTION

	CIBLES	MONTANTS
PON FSE Axe 1	Accès à l'emploi des demandeurs d'emploi	29,4 M€
PON FSE Axe 2	Formation des salariés (mutations économiques)	70,9 M€
PON FSE Axe 3	Publics en insertion, inclusion sociale	229 M€ (dont 212 M€ délégués aux OI)
PON FSE Axe 4	Assistance technique	8,5 M€ (dont 5,6 M€ délégués aux OI)
PON IEJ	Jeunes NEET* département 93	11,8 M€ pour 2014-2017

* jeunes de moins de 26 ans qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation.

PAR TYPOLOGIE D'ACTEURS



■ Associations ■ Structures publiques ■ Entreprises

LES ENJEUX du FSE-Etat en Ile-de-France

Le programme opérationnel national FSE (PON-FSE) 2014-2020 pour l'emploi et l'inclusion est mis en œuvre au niveau national par la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP), autorité de gestion, au sein du Ministère du Travail.

Sur le territoire francilien, le Préfet de Région est autorité de gestion déléguée du PON pour une enveloppe de 337,9M€ gérée par le département du FSE de la DIRECCTE d'Ile-de-France.

La DIRECCTE publie des critères de sélection et des orientations pluriannuelles ou des appels à projets invitant des organismes publics et privés à déposer des projets pour répondre aux besoins spécifiques du territoire. Ils reposent sur trois axes d'intervention :



Axe 1 : Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi et les inactifs qui ont le plus besoin, notamment les jeunes, les seniors, les chômeurs récurrents ;



Axe 2 : Anticiper les mutations économiques et sécuriser les parcours professionnels (formations des salariés), développer l'égalité femmes-hommes salariale et professionnelle et promouvoir le vieillissement actif et le retour à l'emploi des seniors



Axe 3 : Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion sociale des publics les plus éloignés de l'emploi (mobilisation des employeurs dans les parcours d'insertion).

Sur son enveloppe, 212 M€ de crédits sont délégués en gestion par le Préfet de région aux organismes intermédiaires (OI) des Conseils départementaux et des PLIE qui en ont fait la demande. Ces crédits visent des actions dans le domaine de l'inclusion à périmètres départementaux.

QUELQUES CHIFFRES ...

Entre 2014 et 2017, la DIRECCTE a reçu 243 demandes de subvention bilatérales et conventionné 178 dossiers pour 91 M d'€ sur les PON FSE et IEJ.

Les OI ont programmé 898 dossiers pour 97,1 M d'€.

En IDF, le FSE-Etat représente donc près de 166 M d'€ financés auprès de 570 structures du territoires.

98 661 inactifs et demandeurs d'emploi ont été accompagnés, 11 700 jeunes de moins de 25 ans (IEJ+FSE) et 15 272 salariés.

Quelques projets emblématiques



L'AFAVO (Association pour l'Accompagnement et la Formation des femmes et familles du Val d'Oise) porte une opération intitulée « Accompagnement à l'insertion professionnelle des populations migrantes éloignées de l'emploi ». Environ 150 personnes très éloignées de l'emploi bénéficient chaque année d'ateliers sociolinguistiques et de séances d'accompagnement pour favoriser leur insertion socioprofessionnelle .

L'opération menée par ARES SERVICES permet une meilleure coopération entre le monde de l'entreprise classique et les structures de l'insertion par l'activité économique pour une lutte plus efficace contre l'exclusion, avec un objectif de 1 000 personnes impactées par an d'ici 2018.

Le projet de CONSTRUCTYS RÉGION PARISIENNE vise à faire face aux mutations économiques auxquelles la branche du BTP est confrontée à travers des actions de formation envers les salariés les moins qualifiés, les femmes et les seniors, ainsi qu'à destination des dirigeants de TPE-PME. En 2016-2018, l'OPCA de la construction d'Ile-de-France ambitionne d'accompagner près de 3 500 salariés par an dans le cadre du Grand Paris.



Le CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU VAL-DE-MARNE réalise une opération ayant pour but l'insertion professionnelle d'hommes ou de femmes en démarche d'insertion dont le niveau en français oral et écrit constitue un frein à l'accès ou au retour à l'emploi. Les 600 participants bénéficieront de 800 heures d'accompagnement chacun, incluant des périodes en entreprise allant jusqu'à 140 heures.

FOCUS SUR... L'Initiative pour l'Emploi des Jeunes (IEJ)

Le programme opérationnel IEJ finance les actions en faveur des jeunes de moins de 26 ans qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation.

Le programme opérationnel IEJ 2014-2015 vise à proposer à ces jeunes un emploi de qualité, une formation continue, un apprentissage ou un stage, dans les quatre mois suivant la perte de leur emploi ou de leur sortie de l'enseignement formel.

Sur le territoire francilien, l'IEJ concerne uniquement le département de la Seine-Saint-Denis dans lequel le taux de chômage des jeunes est supérieur à 25 %. L'enveloppe pour le programme opérationnel IEJ en Ile-de-France est de 11,8M€ (FSE+IEJ).

La DIRECCTE a lancé deux appels à projets en 2014 et 2015 répondant aux critères suivants :

- accompagnement suivi et personnalisé, notamment appui à la recherche d'une solution d'emploi, de stage ou de formation,
- dispositifs facilitant l'insertion professionnelle tels que la mise en situation professionnelle et les formations qualifiantes.

Parmi les projets cofinancés par les services de l'Etat :

- Remobilisation par le sport et valorisation des compétences personnelles proposée par L'Agence pour l'éducation par le sport ;
- Coaching vers l'emploi et la formation qui associe pleinement les entreprises du territoire dans les 3 clubs de Plaine commune ;
- Préparation à l'emploi des jeunes adultes qui sortent de l'aide sociale à l'enfance portée par le Groupe SOS Jeunesse.

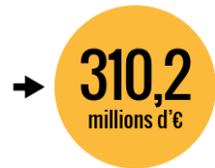


Dans l'Union européenne
23,5%
des moins de 25 ans
sont sans emploi



Garantie européenne
pour la jeunesse

Priorité à ceux qui n'ont ni formation,
ni emploi, ni études
Proposer à chacun une solution dans les
quatre mois suivant sa prise en charge



310,2
millions d'€

Pour
la France